



NEWSLETTER Avril 2026

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport





DROIT DES ASSURANCES - JURISPRUDENCE.

- **PRESCRIPTION.** Lorsque la prescription de l'action civile en réparation du préjudice subi par une victime est interrompue par sa constitution de partie civile, le fait que le juge pénal prononce un non lieu ne remet pas en cause cette interruption. **(Cass. Ch.mixte, 27 mars 2026 n°23-23.953)**
- **EXCLUSION.** La Cour de cassation rappelle que le contrat d'assurance peut exclure la garantie en cas de "disparition de l'aléa", à condition que la clause soit formelle et limitée au sens de l'article L 113-1 du code des assurances. Elle juge que le moyen soulevant l'absence de caractère formel et limité de la clause est irrecevable car soulevé pour la première fois en cassation. **(Cass. 2eme civ., 12 mars 2026, n° 24-14.340)**
- **CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE.** La Cour rappelle qu'il résulte de l'article L.140-1 du code des assurances, dans sa rédaction antérieure à celle issue de la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005, devenu l'article L.141-1 du même code, que l'adhésion à un contrat d'assurance de groupe, bien que conséquence d'une stipulation pour autrui, n'en crée pas moins un lien contractuel direct entre l'adhérent et l'assureur, le souscripteur étant alors un tiers par rapport au contrat d'assurance liant l'assureur à l'adhérent assuré. **(Cass. 1re Civ, 11 mars 2026, n° 24-21.018 24-21.018)**
- **DUREE DES PACTES D'ASSOCIES.** La Cour de Cassation rappelle qu'un pacte d'associés sans terme exprès est réputé conclu pour la durée restante de la société, empêchant une résiliation unilatérale. En conséquence, la Cour casse l'arrêt de la cour d'appel ayant violé les articles 1134, 1835, 1838 et 1844-6 du code civil en ne tirant pas les conséquences légales de ses propres constatations. **(Cass. Com, 11 mars 2026, n° 24-21.896 Arrêt de principe)**
- **AMENDE CIVILE.** Condamnation d'un assureur à une amende civile de 3.000 euros au Trésor Public pour ne pas avoir déféré à l'injonction de rencontrer un médiateur sans motif légitime. **(TJ de Paris, 4e chambre 2e section, 5 février 2026, n° 24/09128)**
- **TRANSIT.** Une prestation de transit nécessaire à l'achèvement d'un transport international rend la prescription annale de l'article 32 de la CMR applicable. **(Cass. Com. 19 novembre 2025 n° 24-16.446)**



COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **SANCTIONS :** La Cour d'appel de Paris (**RG n° 20/10832, 21 juin 2022**) a confirmé que la clause sanctions constitue une clause d'exclusion au sens de l'article L. 113-1 du code des assurances, tout en estimant qu'elle était suffisamment apparente pour ne pas violer l'article L. 112-4, validant ainsi son opposabilité à l'assuré (**doctrine : Professeur MARLY, LEDA sept. 2022, n° DAS200w2**). Parallèlement, la **CJUE** a récemment précisé les contours des sanctions économiques : dans un arrêt du 26 mars 2026 (**C-696_RES/23**), elle a validé la proportionnalité des mesures restrictives contre des hommes d'affaires russes « d'influence », la notion d'influence s'entend au regard du contexte économique dans lequel ces personnes opèrent, indépendamment du lien qu'elles entretiennent avec le gouvernement russe. Dans un autre arrêt du 22 mars 2026 (**C 84/24**), la CJUE a admis qu'une détention de 50 % du capital par un actionnaire sanctionné crée une présomption de contrôle justifiant un gel des fonds, même contestable. Ces décisions reflètent une rigueur accrue tant en matière d'exclusion contractuelle qu'en droit des sanctions, privilégiant l'efficacité des mesures sur les droits individuels.
- **GEL DES AVOIRS.** La Cour européenne a jugé que le gel des fonds empêche de manière absolue l'exercice des droits de vote attachés aux certificats d'actions, conformément à l'objectif des mesures restrictives relatives aux actions compromettant l'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine. Règlement UE 296/2014 (**CJUE, n° C-465/24, Demande (JO) de la Cour, SBK Art question préjudicielle - 12 mars 2026**)
- **LCB-FT - responsabilité des commissaires aux comptes.** Sanction par la Haute Autorité de l'Audit de deux ans d'interdiction d'exercice et 9000€ d'amende pour manquements aux obligations professionnelles. (**Conseil d'Etat 23 mars 2026 n° 502357**)
- **DEVOIR DE VIGILANCE.** Le Tribunal a déclaré recevables les demandes de six anciens salariés, reconnaissant un manquement de LBYR/ Yves Rocher à son devoir de vigilance dans l'élaboration de sa cartographie des risques qui n'incluait pas ses filiales turques. Ces salariés ont été indemnisés pour préjudice moral et économique, et les associations et le syndicat ont également obtenu réparation. Le tribunal a rejeté la fin de non-recevoir tirée de la prescription en droit turc, considérant que la loi française sur le devoir de vigilance est une loi de police impérative applicable y compris à des filiales étrangères. (**TJ de Paris, 34e chambre, 12 mars 2026, n° 22/04017**)

COMPLIANCE - REGLEMENTATION

- **GEL DES AVOIRS : Nouvelles lignes directrices conjointes de l'ACPR et de la DGT sur le gel des avoirs du 16 mars 2026, vers une responsabilité accrue des dirigeants !**

Les récentes évolutions réglementaires renforcent significativement **l'obligation de résultat** pesant sur les dirigeants en matière de sanctions économiques, les rendant responsables en cas de défaillance (ex: retard de mise à jour des listes, violation des mesures de gel, défaut de déclaration), et leur imposant de prendre **immédiatement** les mesures correctrices, notamment en matière de contrôle interne, avec information systématique à l'ACPR. Le processus de déclaration est désormais **centralisé et simplifié** auprès de la DG Trésor, qui devient le point unique de remontée d'information, avec une adresse dédiée pour les demandes de dégel. Les procédures de dégel sont précisées et encadrées, permettant l'accès mensuel à des fonds pour les frais courants ou l'assistance juridique, sous réserve de justificatifs préalables. Ces lignes directrices intègrent les enseignements des décisions récentes de la Commission des sanctions de l'ACPR et renforcent **l'articulation avec la LCB-FT**, exigeant une vigilance et une traçabilité accrues, ainsi que des déclarations systématiques à la DG Trésor et à Tracfin en cas de suspicion de contournement. Enfin, les références réglementaires sont actualisées pour refléter les dernières évolutions législatives et les mises à jour des listes nationales et européennes de sanctions

⚠ **A suivre :** Proposition de loi sur la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives de l'UE - transposition de la Directive (UE) 2024/1226 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024.